



Sélection en licence, Autonomie des universités : Le projet antisocial de Macron pour l'enseignement supérieur

« L'université, ce n'est pas pour tout le monde », a déclaré le président de la République dans une interview au *Point*. Une déclaration qui a le mérite d'être claire, et qui préfigure les attaques que le gouvernement veut mener contre les étudiants et les universités.

contact-jeunes@npa2009.org
Jeunes Nouveau Parti Anticapitaliste
NPA_Jeunes



La sélection, une solution aux problèmes de l'université, ou l'aboutissement d'un processus ?

Déjà durant sa campagne présidentielle, le président avait annoncé qu'il voulait mettre en place des « pré-requis », c'est à dire une sélection sur dossier, pour résoudre les problèmes de places qui ont amené à la mise en place du tirage au sort ces dernières années, et qui est tel aujourd'hui que 3000 étudiants sont encore sans inscriptions à l'université. Alors que l'université publique accueillait, au moins sur le papier, auparavant tout bachelier, les classes dominantes ont un discours bien rôdé pour faire passer la sélection. Après avoir, pendant plus d'une décennie, réduit les budgets de l'enseignement supérieur alors qu'entre 2009 et 2017, 235 000 nouveaux étudiants

sont entrés à l'université, toutes les filières débordent. A budget constants voir en diminution, on a demandé aux établissements d'accueillir 10 % d'étudiants en plus : normal qu'aujourd'hui toutes soient dans une situation de délabrement ! En 2017, les budgets ont été diminués de 331 millions d'euros alors que 40 000 étudiants en plus entraient à la fac ! Tout en détruisant les universités, le gouvernement a finalement expliqué que la seule solution était d'abord le tirage au sort, ainsi que la sélection: 379 licences (ou doubles-licences) sont d'ores et déjà sélectives!

Le projet du Medef: des universités à deux vitesses au service des entreprises

L'objectif de ce processus, c'est d'en finir avec les universités nées de mai 1968, ouvertes plus largement et incarnant une aspiration à la « démocratisation du savoir », et de faire des universités calquées sur les besoins du patronat et des intérêts privés.

Tout d'abord, il s'agit d'exclure un peu plus les classes populaires des universités: sous couvert de « méritocratie », les élèves qui ne viennent pas des « bons » lycées se feront refuser l'entrée à la fac. ●●●



●●● Actuellement, il y a trois plus d'enfants de cadres à l'université que d'enfants d'ouvriers. Pourtant, il y a, dans les 18-23 ans, deux fois plus d'enfants d'ouvriers que d'enfants de cadres. La sélection ne fera qu'aggraver ces inégalités!

De plus, la sélection va renforcer la concurrence entre les universités, qui chercheront à sélectionner toujours plus haut pour être mieux placées aux classements internationaux. Cela va aggraver les différences de moyens et de qualités des enseignements, entre des facs d'élites qui seront les vitrines de l'université française, et des facs-poubelles qui accueilleront les étudiants qui n'ont pas été acceptés dans ces prestigieux

établissements. Par ailleurs, ces universités sont de plus en plus contrôlées par le patronat qui les adapte à ses besoins : dans les universités technologiques, tous les présidents sont issus d'entreprises du CAC40, et des laboratoires de recherches mettent l'argent du CNRS à la disposition de Peugeot, Suez ou encore GeneralElectric! Alors qu'elles font des milliards de bénéfice à l'étranger, ces grands entreprises prennent un peu plus d'argent à l'État en lui sous-traitant ses processus de recherche et développement. Dans d'autres universités, ce sont les maquettes de masters qui sont pensés pour telle ou telle entreprise. On ne nous forme que pour un poste, et si finalement l'entreprise n'en a plus besoin, notre master ne vaudra rien...

Pour des universités ouvertes à tous les enfants d'ouvriers, fermées aux intérêts privés !

On voit bien comme l'université a été patiemment détricotée par les gouvernements en place. Contre une logique qui affirmerait que la sélection permettrait de régler les problèmes, nous affirmons que c'est tout le contraire, et que la seule solution est d'augmenter les budgets de l'ESR, et d'entre finir avec la main-mise du patronat sur les universités. Par ailleurs, l'échec à l'université, loin d'être uniquement un « problème d'orientation », vient aussi de la précarité des étudiants : quand on travaille 25 heures par semaine pour se loger, c'est plus difficile de suivre ses cours et réviser ! Il faut donc mettre en place les moyens pour que tout le monde

puisse étudier de façon sereine à la fac et ce quelle que soit son origine sociale, par la mise en place de pré-salaires d'autonomie qui permettront aux étudiants de sortir des contraintes salariales qui doublent l'échec aux examens.

Macron veut casser une fois pour toute nos universités, descendons dans la rue pour défendre nos droits d'étudier!



**CONTRE LES ORDONNANCES DE MACRON ET LEUR MONDE
REPRENONS LE CHEMIN DE
LA RUE ET DE LA GRÈVE !**

